

CANDIDAT INDÉPENDANT VI^e RÉPUBLIQUE**André DEMARQC**

Artisan Imprimeur

Remplaçant éventuel :

Jean CRASSAT

Ingénieur - Licencié ès Sciences



ELECTRICES, ELECTEURS,

Le 5 mars vous élirez votre député ! Vous aurez donc l'occasion d'exprimer votre satisfaction ou votre mécontentement sur le régime actuel et sur son représentant inconditionnel, Maître Lavigne.

Je me présente à vos suffrages, avec l'intention de vous être utile.

Mes sentiments et mon action patriotiques m'ont amené petit à petit à prendre part à la consultation électorale ; c'est en vertu de ces sentiments que je vous demande de m'accorder votre attention.

La V^e République est un régime de transition. La France a eu besoin d'un régime qui accepte de la trahir afin de satisfaire les idéologies capitaliste et marxiste.

Aujourd'hui, les abandons sont terminés, il n'y a plus à liquider que la France elle-même, magnifique mosaïque de provinces qui fut, durant les siècles précédents, si difficile à réaliser.

Je m'adresse à vous, Français, qui comprenez la gravité de la situation et fais appel à votre bon sens pour enrayer les projets de nos **dirigeants qui n'hésiteront pas, pour un salaire de ministre ou de député, à nous plonger dans la fournaise communiste.**

La V^e République n'est pas une République où toutes les tendances politiques de la nation sont représentées et entendues, **elle est la propriété du Général de Gaulle et de son parti, l'U.N.R.,** affichant ouvertement sur les journaux, profession de foi et bulletin de vote l'acte de propriété.

DEVANT TOUS CES FAITS, J'AI CHOISI L'ETIQUETTE : CANDIDAT VI^e REPUBLIQUE

Les candidats qui se disent partisans de la majorité U.N.R. tout en prétendant être dans l'opposition, **sont des tricheurs... ils sont complices... ce sont des gens du régime.**

VOICI QUELLE SERA MON ACTION PARLEMENTAIRE :

Je m'emploierai à la modification de la constitution qui deviendra républicaine, dès qu'elle sera emputée des lois donnant pleins pouvoirs à un seul homme, pour les confier aux votes des assemblées délibératrices élues par le peuple. Il faudra aussi établir un contrôle constitutionnel ayant charge de faire respecter la Constitution par le gouvernement.

ECONOMIQUE

Je préconiserai la décentralisation des pouvoirs qui colonisent actuellement la province au profit d'un développement égoïste de la région parisienne. Pour cela, il faudra relancer les Parlements régionaux composés de représentants élus politiques et économiques (Chambre de commerce - Chambre de métiers - Syndicats professionnels et ouvriers), chargés de défendre la région et d'administrer ses finances prévues par les contributions et que le Département encaisse, **ce sera la véritable décentralisation.**

FISCALITE

La V^e République, bénéficiaire de la confusion qui résulte des formes multiples de prélèvement de l'impôt, s'est assigné le but de ruiner l'économie individuelle au profit du capitalisme d'Etat. Elle subsiste sur

le volant de l'impôt et non sur la bonne gestion économique.

Je me prononcerai pour que la majorité des impôts soit prélevée sur la matière première consommée par tous, ce qui aura pour effet immédiat, la stabilité des prix des produits de consommation courante.

SOCIAL

A l'heure actuelle, les directives du Général conditionnent la préparation du Budget. Les ambitions du Général sont souvent supérieures aux possibilités du revenu national et pèsent lourdement sur le domaine économique, lequel en définitive, conditionne la politique sociale.

JE M'OPPOSERAI A CE PROCESSUS.

La politique économique doit être basée sur les obligations sociales de la nation, et dans le cas où le gouvernement voudra disposer de crédits supérieurs aux possibilités du revenu national, il devra avoir recours à la production et au commerce extérieur.

Le secteur social doit être assaini, des quantités d'étrangers viennent en France pour vivre aux crochets des Caisses de chômage et de Sécurité sociale. Il faut expulser l'excédent de travailleurs étrangers qui faussent notre politique sociale — tant sur le plan des garanties sociales que sur le plan des salaires. Il faut enfin supprimer les abattements de zone qui constituent une injustice sociale de premier ordre, sur tout le territoire.

UNITE NATIONALE

L'unité nationale passe par l'égalité des Français entre eux, mais aussi par la fraternité trop souvent négligée. Il est inconcevable qu'à l'heure actuelle des hommes croupissent encore dans les prisons de l'Etat pour s'être opposés à la politique communisante du Général, en Algérie.

Le seul fait que l'on puisse encore aujourd'hui reprocher à ces hommes est d'avoir tout risqué : leur vie, leurs biens, leur carrière et leur liberté pour porter secours et assistance à personnes en péril de mort.

Je réclamerai donc pour tous ces hommes l'amnistie totale, la réhabilitation, la V^e République a dévoyé la nation, l'unité nationale nécessite réparation.

DEFENSE NATIONALE

- Je suis partisan de la bombe atomique, à condition que les crédits accordés ne grèvent pas le secteur social.
- Je désapprouve la constitution de stocks de ces bombes qui, Dieu merci, ne serviront jamais et constituent une dépense superflue.
- J'approuve la recherche atomique dans une affectation économique.

POLITIQUE ETRANGERE

La France doit avoir pour objectifs :

- La consolidation des liens amicaux, économiques et politiques avec ses alliés traditionnels. Je salue au passage les Etats-Unis, ce grand et bon pays, que la France appelle régulièrement à son secours dans les moments difficiles de son histoire et à qui la V^e République inflige des vexations mesquines.
- La réalisation progressive de l'Europe.
- Etablir avec les anciennes colonies un rapprochement basé sur une association dans les domaines économique, social et culturel tout en accordant à ces pays l'autonomie de gestion administrative.

A L'ASSEMBLEE NATIONALE

Je ne serai pas un opposant inconditionnel et partisan. Je prendrai position en faveur de tout projet que je jugerai valable sans tenir compte de l'obédience politique des gouvernements.

Tous ceux qui m'ont adressé par écrit leurs revendications : les Anciens combattants, les retraités civils et militaires, les petites et moyennes entreprises, les vieux travailleurs, les groupements de jeunes, les syndicats ouvriers, les grands infirmes peuvent compter sur mon action parlementaire afin de faire octroyer à chacun le droit social qui lui est dû. **Satisfaction totale peut leur être donnée si demain la politique économique française prend pour base les obligations sociales de la nation.**

André DEMARQC

- Pour le Salut National
- Pour la défense de nos Libertés
- Pour améliorer la condition humaine dans l'avenir

Votez et faites voter pour le Candidat VI^e RÉPUBLIQUE

Le Comité de Soutien Électoral.